



VENEZUELA - Hugo Chávez, ou la construction d'un leadership programmatique

Jesse Chacón

vendredi 6 juillet 2012, mis en ligne par [Thierry Deronne](#)

Dans l'air, une chanson : <http://t.co/jxEMBT0J>

Puis une image :



Et ces paroles : « Les années passeront et je me rends compte que je ne m'en irai plus jamais de ces rues parce que Chávez ce n'est plus moi, Chávez c'est le peuple. Nous sommes des millions. Chávez, c'est toi, femme. C'est toi, jeune, c'est toi, enfant ; toi, soldat vénézuélien ; ce sont vous les pêcheurs, les agriculteurs, les paysans et les commerçants ».



Et il y a elle (photo), qui quelques jours auparavant, a accompagné l'inscription au Conseil national

électoral de cet homme que les médias occidentaux rêvaient malade, encerclé par les complots, fini.

Elle a 73 ans m'explique-t-elle, et s'appelle Isabel. Venue des vallées de la rivière Tuy, de loin donc, surtout pour son âge. Je regarde son visage aux traits indigènes, presque impassible. C'est la première fois, poursuit-elle, qu'elle participe à un meeting. La première fois qu'elle croit « vraiment » dans la politique. Elle a fait la route parce qu'elle considère que c'est ce qu'elle peut faire pour lui. Sa fille intervient, émue, s'excusant du désordre de ses pensées : « Chavez a réveillé le meilleur de nous-mêmes, ce qu'il y a de plus authentique en nous. C'est un guerrier infatigable, insoumis et en même temps capable d'une tendresse qui confine à la naïveté. Avec sa franchise à la vénézuélienne qui peut choquer certains mais qui est toujours authentique. Quand je le regarde je vois mon reflet, je vois mes sœurs, mes frères, ou pour le dire autrement, le meilleur de nous-mêmes. Il est de ceux qui vous poussent à ne jamais vous avouer vaincu alors que tous les autres vous disent que vous ne pouvez pas. Et notre espoir dans l'avenir n'est plus naïf, pour nous c'est un avenir de travail, de critiques. Nous sommes capables de reconnaître que nous avons fait beaucoup mais qu'il nous reste encore plus à faire. Sauf que maintenant nous savons et que nous nous respectons tels que nous sommes : noirs, indigènes, métis, blancs, tout en étant un même peuple. Avec lui nous avons déjà réussi beaucoup de choses mais je suis sûre que nous allons réussir beaucoup plus de choses parce que nous sommes souverains, indépendants. »

Tout autour de nous, je regarde ces milliers de citoyens. « Messianisme » ? « populisme » ? « totalitarisme » ? dictature » ? Et si c'était le contraire ? Si l'étincelle des urnes de 1998 avait cédé la place à l'intelligence critique d'une population qui ne vote plus pour un homme mais ose « demander le programme » et – crime suprême – ose voter contre l'avis pressant des grands médias ?

Dans le Venezuela de 2012 les universités sont ouvertes et même si la télévision privée conserve une part écrasante d'audience, la réceptionniste qui hier encore se vernissait les ongles, utilise l'ordinateur du patron pour étudier à la *Misión Sucre*. Au-delà de tous les signes « objectifs » publiés par l'ONU, la CEPAL, etc. sur les progrès économiques ou les avancées sociales, deux études gagnent à être corrélées : celle de l'ONG chilienne Latinobarometro qui place le Venezuela à la première place des pays latino-américains qui croient dans la démocratie (84%) et celle de la firme états-unienne Gallup qui le place à la 5^e place des pays les plus heureux dans le monde.

Un peuple qui a connu les dictatures de Gómez puis de Pérez Jimenez, puis la paix achetée par les sociaux-démocrates et entretenue par Venevision, est devenu mouvement, parole multiple, besoin d'étudier. Ses critiques quotidiennes sur le processus ne font que confirmer ce saut de conscience et ces besoins nouveaux. Les analyses universitaires, journalistiques de la classe moyenne occidentale réduisant ce processus à une manipulation charismatique ont un point commun : le mépris du peuple.

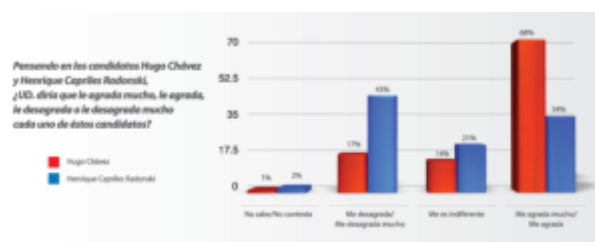
C'est ce type nouveau de co-crédation du politique que Jesse Chacón analyse dans l'article qui suit.

Thierry Deronne, 3 juillet 2012.



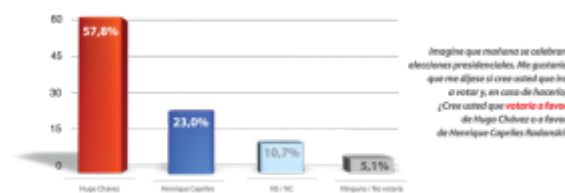
24 juin 2012 - Dans notre baromètre du mois de juin 2012, l'action en général du président Chávez se maintient à 63% d'opinions favorables, 17% l'évaluent comme "moyenne" et 19% comme "négative" ; par contraste, les opinions positives pour l'opposition n'atteignent que 22% de la population, et 45% la jugent négativement. L'indicateur d'intentions de votes exprime la même tendance pour les deux candidats à l'élection présidentielle du 7 octobre 2012 : 57.8% voteraient pour Hugo Chávez alors que 23% seulement le feraient pour le candidat de la droite, Capriles Radonski.

Selon les indicateurs d'appui ou de rejet, le candidat de l'opposition est rejeté par 43%, Chavez par 17%. 21% se sentent indifférents face à la candidature de Capriles. A cette mathématique du rejet et du soutien, ajoutons que 56% affirment qu'ils ne voteront pas pour Capriles Radonski.



Au vu de ces résultats, divers analystes de l'opposition elle-même qui publient sur le site <http://eleccionespresidenciales2012.blogspot.com>, se demandent comment il est possible qu'après l'impact des primaires de l'opposition en février 2012, le candidat de l'opposition n'ait pas réussi à grimper dans les enquêtes. Ils sont intrigués par le fait qu'alors que leur candidat parcourt le pays en faisant du porte à porte, et que le président Chávez ne s'est pas exposé aussi intensément en public, c'est ce dernier qui reste en tête dans tous les sondages. Pas plus qu'ils ne comprennent comment leur candidat qui incarnait la santé et la jeunesse, a pu s'évanouir par deux fois dans des réunions publiques et qu'il soit incapable de construire un discours de plus de 7 minutes, alors qu'un Chavez convalescent, frais comme une rose et plein de vie, bat le record d'un discours de plus de huit heures pour la présentation du bilan annuel au congrès et de trois heures le jour de l'inscription de sa candidature.

Capriles tente de conjurer cette ambiance par l'argument qu'il ne croit « qu'aux enquêtes sérieuses, pas aux enquêtes bidons ». C'est évidemment la réponse de tout candidat qui se sent dépassé par son concurrent ; mais cela dénote sans aucun doute la perplexité qui l'envahit face à la proximité du duel électoral et à l'incapacité de construire une stratégie cohérente et dotée d'impact.



D'autres analystes cherchent à expliquer la supériorité du président dans les résultats électoraux par la logique du leadership charismatique, élevant à la dimension de la magie la relation qui s'est construite entre Chávez et le peuple vénézuélien. De ce point de vue seule une connexion du même ordre émotionnel direct et quasi religieuse pourrait renverser cette frénésie.

À première vue l'interprétation précédente peut paraître novatrice. Elle ne fait que s'ajouter aux postures politico-académiques du mépris pour le sujet populaire, national, lorsqu'il acquiert une conscience historique. Cette interprétation préfère octroyer toutes les qualités au leader et reléguer les multitudes au rôle de simples spectatrices, ou, au mieux de marée aveugle, prisonnière de l'émotionnel et de l'irrationnel. Nous pensons que la forte connexion entre le peuple et Chávez doit être lue depuis une autre perspective, celle d'un leadership programmatique.

Le cycle de la révolution que vit aujourd'hui la société vénézuélienne a été déclenché par les majorités lors des émeutes du Caracazo en 1989 : une avant-garde nationale, d'extraction populaire – le MBR200 – interpréta cette atmosphère de révolution et en tira les conclusions en se lançant dans les rébellions civico-militaires de 1992. De ces dates jusqu'à aujourd'hui, le Venezuela a vécu un vertigineux processus de déplacement des élites « puntofijistes » [1], a retourné le tracé d'un mode de développement néo-libéral pour le transformer en une politique sociale centrée sur la garantie et l'universalité des droits. Pendant ces 12 ans de gouvernement bolivarien, et malgré la transgression contre-révolutionnaire, ce type de politique a permis des transformations significatives dans la réduction de la pauvreté et dans l'élévation de la qualité de vie des vénézuéliens.

Malgré les échecs opérationnels des rébellions civico-militaires de 1992 menées par le MBR200, celles-ci se sont configurées en références décisives d'ouverture à une phase instituante, marquant le début d'un cycle révolutionnaire, approfondi ensuite dans la période connue comme constituante. Ce processus constituant ne correspond pas seulement au moment-clé de l'assemblée nationale constituante de 1999, mais à tout le processus de mobilisation et d'identification de la proposition et du modèle de société à construire tel qu'il s'est débattu pendant la décennie des années 90 et qui a trouvé sa première expression publique dans « l'Agenda Alternatif Bolivarien », présenté en 1996 par le MBR200 comme synthèse d'un débat large, riche, initié par les insurgés depuis la prison et ensuite étendu à tout le pays.

L'insurrection sociale et politique vénézuélienne représentée par le MBR200 et la disposition générale de la population à désobéir et à se mobiliser, produisirent leur première expression programmatique dans cet agenda présenté publiquement en 1996.

La période constituante, même si elle ne rompit pas avec la force charismatique générée par le leadership d'Hugo Chávez comme commandant principal, permit cependant de développer la construction d'un programme de société nouvelle qui allait prendre forme quelques années plus tard dans la Constitution Bolivarienne de 1999.

S'est construit ainsi un nouveau type de leadership programmatique, un leadership qui s'appuie sur un projet de pays : même si la culture politique vénézuélienne octroie une très forte prééminence au leader, la référence réelle est le projet de constitution bolivarienne, c'est elle qui occupe l'imaginaire des vénézuéliens, comme on l'observera lors des journées d'avril 2002, lorsque le peuple sortit massivement dans la rue pour renouer le fil constitutionnel brisé par le coup d'État de la droite. Le 13 avril 2002, le cœur de la mobilisation populaire était le rétablissement du cadre constitutionnel et la restauration de la constitution bolivarienne.

L'Agenda Alternatif Bolivarien de 1996 représenta une option différente face à l'agenda néo-libéral de l'époque baptisé « Agenda Venezuela ». Alors que ce dernier, enivré de néo-libéralisme, approfondissait les privatisations et le démantèlement de l'État comme garant des droits, l'Agenda Alternatif Bolivarien présenta avec clarté l'obligation pour la société vénézuélienne de récupérer l'État comme centre de gravité du nouveau processus national.

Cet Agenda alternatif bolivarien fut la première ébauche d'un programme minimal et inaugura une nouvelle piste méthodologique, en proposant de créer le programme avec les gens, et de le faire via une

assemblée constituante. Cet agenda s'est développé année après année de manière cohérente, d'abord dans la première constitution bolivarienne, ensuite dans les 49 lois d'habilitation, puis dans le plan de développement des 5 équilibres de 1999, dans le Projet national Simón Bolívar de 2006 et aujourd'hui, avec la proposition du candidat Hugo Chávez, le plan de gestion bolivarienne socialiste 2013-2019.

C'est sans aucun doute dans cette cohérence programmatique et dans la forte capacité de la transformer en actes concrets dans la vie quotidienne des gens, que nous devons chercher l'explication de la forte connexion entre Chavez et le peuple. Nulle sorcellerie ni magnétisme personnel du leader mais fidélité au plan de liberté et d'égalité dont le peuple fait conscience a exigé sans cesse la réalisation depuis la geste héroïque de 1989. L'équation n'est pas comme veulent la présenter les analystes d'oppositions ou les universitaires automnaux, que Chávez crée le peuple mais au contraire que Chávez est une création collective du peuple qui se soulève en révolution.

C'est ce peuple devenu gouvernement que la droite vénézuélienne affrontera le 7 octobre.

Jesse Chacón est directeur de la fondation GIS XXI, www.gisxxi.org.

Traduction : **Thierry Deronne**.

Première publication :

<http://venezuelainfos.wordpress.com/2012/07/03/hugo-chavez-ou-la-construction-dun-leadership-programmatique-par-jesse-chacon/>

Notes

[1] Le « puntofijisme » est un pacte signé en 1958 à Punto Fijo au Venezuela entre les deux principaux partis dominants (social-chrétien et social-démocrate) pour se relayer en alternance au pouvoir sans en modifier les structures – NdT.